

preuve, monsieur le Président, de l'engagement du gouvernement fédéral à s'assurer que le secteur agricole canadien demeure viable et rentable. Je suis heureuse de pouvoir souligner que le ministre de l'Agriculture a annoncé aujourd'hui les derniers paiements prévus par le Programme d'aide aux cultures de l'Ouest frappées par la sécheresse. Ainsi, le solde de 64 millions de dollars sera versé d'ici peu aux agriculteurs et couvre une superficie de plus de 21 millions d'acres. Les agriculteurs pourront envisager la campagne agricole en cours avec plus d'assurance et, bien sûr, de liquidité.

Le gouvernement a su répondre aux situations d'urgence lorsqu'elles se sont présentées. Mais, monsieur le Président, bien sûr, l'idéal serait une solution permanente au problème de financement en cas de désastre. C'est pourquoi un effort de concertation a été entamé entre le gouvernement fédéral et les provinces de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Dans le cadre d'un nouveau programme d'assurance-récoltes, une protection supplémentaire sera assurée aux agriculteurs sans qu'ils n'aient à verser de primes pour l'année 1986. On vise ainsi à éliminer le besoin d'une aide spéciale et à mettre en place un programme global d'aide. Cela fait partie d'une troisième phase d'un programme d'aide contre la sécheresse, tel que recommandé par le groupe d'étude.

Depuis quelques années, monsieur le Président, la sécheresse a eu des effets dévastateurs sur l'agriculture canadienne, mais des mesures ont été prises pour tenter d'alléger le fardeau financier des producteurs. On envisage la campagne agricole en cours avec espoir tout en se préparant à contrer les effets néfastes des calamités naturelles qui surviendront dans l'avenir.

Monsieur le Président, bien sûr depuis que le gouvernement conservateur est au pouvoir, depuis septembre 1984, plusieurs mesures sont venues aider les agriculteurs, que ce soit ceux de l'Ouest ou de l'Est.

Monsieur le Président, je dois vous avouer que je suis très fière de faire partie d'un gouvernement qui a décidé d'accorder à l'agriculture une place prédominante dans notre économie et d'aider les agriculteurs dans le besoin. Cependant, nous savons que l'agriculture traverse actuellement une période de transition et je suis certaine que plus de concertation avec les provinces ainsi qu'avec le gouvernement fédéral et tous les intervenants dans le domaine agricole pourra aider à faire face au défi que nous aurons à relever dans l'avenir.

Monsieur le Président, comme vous le savez, le Congrès américain a mis de l'avant un projet de loi en 1985 qui risque d'avoir un effet sur nos agriculteurs.

Alors, lorsqu'une sécheresse, une calamité ou, par exemple, lorsque, par les temps qui courent, la température n'est pas tellement belle, on annonçait tout à l'heure des vents très violents dans la région de l'Outaouais, j'espère que les agriculteurs de la région de la Petite-Nation et du nord de ma circonscription ne seront pas frappés par cette tempête qui fait rage, parce qu'on sait à quel point cela est important et, évidemment, les programmes d'assurance-récoltes, via différents projets, ce n'est pas tellement ce qui aide les agriculteurs. Ils veulent que leur campagne se rende à terme et pouvoir profiter de leurs cultures.

Monsieur le Président, il me fait plaisir de participer un tant soit peu au débat.

La sécheresse dans l'Ouest

Je sais que je n'ai que dix minutes, mais je voudrais dire que, en tant que membre du Comité permanent de l'agriculture, je rencontre très souvent des agriculteurs de ma circonscription et que, d'ailleurs, j'ai l'intention, dans les prochains mois, de faire des démarches, voyez-vous, par exemple, actuellement, pour les producteurs de pommes de ma circonscription qui sont venus demander au ministre des paiements dans le cadre d'un programme. Alors, je les appuie, bien sûr, à 100 p. 100.

En 1983, il y a eu une sécheresse dans ma circonscription et on n'a pas pu les aider, mais je suis contente qu'en ce qui concerne la sécheresse dans les Prairies, notre gouvernement a déjà fait ce qu'il fallait faire.

[Traduction]

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, la motion à l'étude demande la production de documents concernant la sécheresse dans l'ouest du Canada, des documents qui auraient été préparés par le député d'Assiniboia (M. Gustafson) et remis au premier ministre (M. Mulroney) afin d'établir les paiements à effectuer dans l'ouest du Canada. Ils ont eu un effet au sens où les agriculteurs ont reçu des paiements compensateurs, mais bien des gens ne sont pas particulièrement satisfaits. Plusieurs milliers ont fait appel de la décision concernant les paiements reçus.

Nous pensons savoir que les recommandations faites au premier ministre et au cabinet prévoyaient des paiements beaucoup plus élevés que ceux qui ont été effectués, mais ce sont seulement des rumeurs. En fait, nous avons commencé à avoir des doutes lorsqu'on s'est systématiquement refusé à rendre ces documents publics. Nous nous demandons même si le député d'Assiniboia a réellement écrit un rapport. Nous n'en avons aucune preuve. De toute évidence, son étude aurait dû se terminer par la production d'un rapport, mais au bout d'un moment nous avons commencé à douter et nous continuerons si l'on ne nous prouve pas qu'un rapport a réellement été préparé. Peut-être qu'il n'y a rien à rendre public.

Il y a quelques années, alors que les libéraux étaient au pouvoir, on ne nous promettait pas grand chose en matière d'accès à l'information, et c'est exactement ce que l'on recevait.

● (1810)

Pendant des années, un grand parlementaire, feu Walter Baker, député du parti conservateur à l'époque où il était dans l'opposition, a fait campagne pour essayer de faire reconnaître le principe fondamental de la liberté d'information. Il pensait que nous risquions peut-être d'être submergés par un excès d'information qui nous empêcherait de l'utiliser correctement. Feu Walter Baker n'avait probablement pas prévu que ce serait son parti qui veillerait à ce qu'il ne soit pas possible d'obtenir trop de renseignements.

Quand il était dans l'opposition, le parti conservateur a promis d'aller rapidement de l'avant dans le domaine de la liberté d'information. De nombreux députés dans le passé ont fait d'éloquents plaidoyers auprès du gouvernement libéral pour essayer de le convaincre d'agir en ce sens. Il est plutôt décevant pour les Canadiens de constater que le parti qui était censé nous apporter la liberté d'information s'y oppose catégoriquement.